



Paris, le 1er mai 2019

33 rue des Vignoles 75020 Paris / www.cnt-f.org/fte / fede-educ@cnt-f.org

Tou.te.s en grève le 9 mai Et soyons prêt.e.s à reconduire le 10

BLOQUONS BLANQUER

Après 5 mois de guerre sociale, le président compte... ne rien changer. Les réformes prévues sont toujours en cours : retraites, fonction publique, assurance chômage.

La dégradation générale des conditions de vie et de travail pour tou.te.s se poursuit.

Une fois passé l'annonce révolutionnaire du changement de nom de l'ENA (possiblement pour Institut Supérieur des Fonctionnaires – ISF, histoire d'ajouter une couche de mépris et d'insulte supplémentaire au mouvement social), tout ce qu'il reste de solution envisagée, c'est l'augmentation du temps de travail pour compenser les baisses d'impôts.

Dans l'éducation, les différentes réformes Blanquer-Vidal (Lycée pro, Lycée général, Ecole de la confiance, ORE-Parcoursup) sont exemplaires de la politique de ce gouvernement : dégradations et précarisation des conditions de travail, accroissement des inégalités, mépris de classes.

A toutes les contestations, le ministre répond par l'insulte et le mépris, en traitant les personnels mobilisés de menteurs ou de débiles légers. Ces réformes n'ont qu'une fonction idéologique : renforcer encore l'ouverture vers le secteur privé, en organisant le détournement de fonds publics dont ce gouvernement s'est fait une spécialité, et en structurant une politique d'éducation favorisant les établissements privés au détriment des établissements publics. Le tout accompagné par la suppression massive de postes de fonctionnaires, le renforcement et la multiplication des hiérarchies.

...



La CNT éducation sur les ondes, c'est tous les 2^e mardi du mois de 20h30 à 22h30 et toutes les émissions à réécouter sur notre site

La Mauvaise Herbe n°5
la revue de la CNT-éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



... A toutes les contestations de ces politiques profondément inégalitaires, le gouvernement répond par un autoritarisme exacerbé, une répression violente, et des attaques contre les libertés (notamment la liberté d'expression). Journalistes arrêté.e.s ou visé.e.s par les policiers.e.s, manifestant.e.s mutilé.e.s ou emprisonné.e.s, loi "anti-casseurs" restreignant le droit de manifester.

Dans l'éducation, ce sont les menaces de sanctions brandies contre toutes formes d'oppositions (comme pour les évaluations de CP), les déplacements-sanctions déguisés de collègues trop revendicatifs.ives, les appels à dénonciations des collègues ou des parents trop contestataires par certains rectorats qui se multiplient.

L'article 1 de la loi Blanquer, qui permettra au ministère de poursuivre en justice les enseignant.e.s ou les parents qui critiqueraient un peu trop vertement l'institution est un énième avatar de cette politique brutale et autoritaire, érigée comme seule forme de dialogue social.

Pour toutes ces raisons, nous appelons l'ensemble des travailleur.euse.s de l'éducation à se mettre en grève le 9 mai, à participer aux assemblées générales locales, et à se tenir prêt.e.s à reconduire la grève partout où c'est possible dès le 10 mai.



Contre la guerre sociale menée par les classes dirigeantes, bloquons le pays,

- Pour l'abandon des réformes et projet de loi Blanquer sur les lycées professionnels, lycées généraux et le leurre de "l'école de la confiance" ;
- Pour l'abrogation de la loi ORE, de Parcoursup, et de la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiant.e.s étranger.e.s ;
- Contre les projets de réformes des retraites, de l'assurance chômage et de la fonction publique.

La fédération des travailleur.euse.s de l'éducation de la CNT revendique :

- L'augmentation immédiate du smic, des minima sociaux et des salaires ;
- L'arrêt des baisses des cotisations sociales, c'est aussi une part précieuse de notre salaire ;
- Le rétablissement et l'extension des services publics, et l'abandon de la gestion managériale qui les détruit ;
- L'abandon de la réforme de l'assurance chômage, et la garantie pour tou.te.s les chômeurs et les chômeuses de leur droit à l'indemnisation, sans exigence ;
- L'abrogation de la loi « anti-casseurs » qui restreint le droit de manifester ;
- Pour la réduction du temps de travail ;
- Pour une retraite à taux plein plus tôt
- Pour une éducation ouverte à tou.te.s, égalitaire et émancipatrice, de la maternelle à l'université.

Pour plus de détails sur les réformes Blanquer, lire le Classe-En-Lutte, hors série, mai 2019 « De la maternelle à l'université », disponible et téléchargeable sur notre site internet.